

*Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Loi*

et de tours de forage. Ce programme a aussi acculé des sociétés à la faillite et partant, a contribué à faire monter les taux d'intérêt tandis que les capitaux fuyaient le Canada. Il devint nécessaire d'attirer les capitaux américains au Canada afin de pouvoir régler nos dettes envers d'autres pays pour l'achat de pétrole qui ne se paie qu'en dollars américains. Nous avons dû faire monter nos taux d'intérêt pour ramener des capitaux au Canada. Nous avons causé de grands torts aux petites sociétés pétrolières et gazières canadiennes et aux fournisseurs de ces sociétés dans de nombreuses localités de tout le pays. Voilà quel est le prix du Programme énergétique national.

M. Don Pack, président de la Canadian Association of Oil-well Drilling Contractors, qui comprend de petites sociétés canadiennes, a déclaré ce qui suit:

La valeur de remplacement des puits de forage qui ont quitté le Canada au cours de la dernière année excède un milliard de dollars. Par son impact sur une collectivité, cette perte est équivalente à celle d'une centaine d'usines d'une valeur de 10 millions de dollars chacune et employant chacune directement 52 personnes. La différence entre les niveaux d'activité de cette année et de l'an dernier dans le seul secteur du forage a entraîné une perte directe d'emploi pour plus de 8,000 travailleurs spécialisés en forage.

Nous prévoyons pour 1982 une plus grande érosion du secteur canadien du forage et des services connexes et, partant, la perte d'autres emplois. En 1982, quelque 6,000 puits seront forés dans l'ouest du Canada, ce qui représente une baisse de 33 p. 100 par rapport au sommet atteint en 1980 et, d'ici au milieu de l'été, moins de 200 puits seront en activité. Pour un pays qui importe quelque 200,000 barils de brut par jour au coût quotidien de 8 millions de dollars, c'est une véritable tragédie.

A mon avis, 200,000 barils par jour de pétrole brut est un chiffre un peu faible. Ce serait plutôt 400,000 ou 450,000 barils par jour. M. Pack poursuit:

L'équilibre énergétique du monde est très délicat et risque d'être rompu par les bouleversements et les fluctuations des prix. D'ici à ce que nous connaissions l'autarcie énergétique, il est à peu près certain que le Canada éprouvera des difficultés au niveau des approvisionnements en pétrole.

Les chiffres qui suivent sont la conséquence du Programme énergétique national. Au Canada, en 1981, on a foré un quart de moins de puits qu'en 1980. Aux États-Unis, cette année-là, on en a foré 26 p. 100 de plus que l'année précédente, soit le chiffre sans précédent de 78,884 puits. C'était 16,000 puits de plus que l'année précédente. Au Canada, par contre, la baisse a été considérable. On a foré chez nous cette année-là en tout 7,183 puits, alors qu'on en avait foré 9,481 en 1980. On a foré 4,000 puits de développement, ce qui représente une diminution de 28 p. 100 par rapport aux 5,556 puits forés en 1980. La longueur totale des trous forés confirme cette diminution. En effet, alors qu'on avait enregistré 10,27 millions de mètres enregistrés en 1980, on n'en a enregistré que 7,64 millions en 1981. Il s'agit là d'une diminution de 26 p. 100.

Depuis que le gouvernement a annoncé son Programme énergétique national en 1980, 226 tours de forage ont quitté le Canada. A la fin de 1981, 53 p. 100 seulement des 443 tours de forage du Canada étaient en service tandis que les activités d'un grand nombre d'équipes sismiques avaient diminué de 25 p. 100. Un grand nombre de ces personnes travaillaient dans ma circonscription et dans les circonscriptions voisines, de l'Alberta et de la Saskatchewan.

● (1540)

Les entreprises canadiennes qui pâtissent du Programme énergétique sont légion. Prenons, par exemple, Raydan Transport à Nisku. Les statistiques ne veulent pas dire grand-chose pour bien des gens jusqu'à ce qu'on leur donne une dimension

concrète. J'ai pu constater les conséquences que le Programme énergétique national a eues pour les citoyens de ma circonscription. Un grand nombre d'entreprises de cette région jadis prospère commencent à vendre et à déménager leurs tours de forage aux États-Unis. Un grand nombre d'entre elles se découragent et abandonnent, ce qui apporte de l'eau au moulin des séparatistes de l'Ouest.

Je voudrais vous citer un exemple qui date d'une quinzaine de jours. C'est pour vous montrer les conséquences du Programme énergétique national sur une compagnie de camionnage jusque-là prospère. Raydan Transport, de Nisku, était une grosse entreprise spécialisée dans le déménagement des tours de forage. Elle a commencé à liquider pour 8 millions de dollars d'équipement. La vente de ce matériel lui a rapporté un peu plus de 2,6 millions si j'ai bien lu le contrat de vente. Bill English, le Président de la société, déclare qu'il a pris cette mesure après avoir examiné sérieusement la situation du camionnage. Le mois dernier encore, Raydon exploitait 75 camions, plus tout le matériel auxiliaire, et employait plus d'une centaine de personnes. En 1982 cette entreprise n'aura besoin que de cinq employés et n'exploitera plus que deux à cinq camions.

Pourquoi a-t-elle perdu plus d'un million de dollars depuis 18 mois? Le Programme énergétique national est la cause de ses difficultés. Avant, Raydan déménageait entre 150 et 200 tours de forage par an. Ce chiffre est tombé à 35 en 1981. Elle possédait tout le matériel voulu, mais n'obtenait pas de contrats. Par-dessus le marché, le prix du carburant a augmenté, les frais d'équipement et de main-d'œuvre ont grimpé en flèche, ainsi que les frais d'entretien et les taux d'intérêt. Pour toutes ces raisons, l'entreprise ne pouvait guère espérer pouvoir tenir le coup jusqu'à ce que la situation se rétablisse. Nous la voilà donc au bord de la faillite. Environ 95 personnes se retrouveront sans emploi parce que le gouvernement s'est fourvoyé. La situation est la même dans toute ma circonscription. Le parc industriel de Nisku, qui gravitait autour de l'industrie pétrolière et gazière, a perdu un grand nombre de travailleurs et d'entreprises l'année dernière.

Quelles sont les réactions devant toute cette situation? Nous en avons observé une de la part du gouvernement provincial qui a introduit un programme de réduction des redevances. Il propose en effet d'abaisser les redevances. C'est une solution qui satisfait bon nombre de gens qui oeuvrent dans ce secteur. Ils peuvent maintenant aller dire au gouvernement provincial qu'ils ont désespérément besoin d'aide tant que le gouvernement fédéral n'aura pas proposé de changements. Le gouvernement provincial a proposé une réduction des redevances qui aura un effet bénéfique sur l'industrie. Le gros de l'argent ainsi récupéré grâce à la réduction des redevances permettra aux compagnies de payer les dettes qui se sont accumulées au cours des 18 derniers mois. Il est donc possible qu'il n'y ait pas de reprise des affaires qui ramène l'industrie pétrolière et gazière de l'Alberta à sa prospérité antérieure.

Je me suis entretenu ce matin avec certains chefs de petites entreprises de ma circonscription engagées dans cette industrie. Ils m'ont dit qu'en décidant de réduire les redevances le gouvernement albertain avait provoqué un changement d'attitude nettement positif, mais que cela n'était pas suffisant. Si le